

Nouvelles monnaies : les enjeux macro-économiques, financiers et sociétaux

Déclaration du groupe des Personnalités qualifiées

M. Khalfa : « Au nom de l'Union syndicale Solidaires, je voterai ce projet d'avis. Je le voterai malgré un regret. Certes ce projet donne une bonne description de ce que sont ces nouvelles monnaies. Il fait bien la distinction entre les monnaies complémentaires locales et les monnaies numériques à vocation internationale, comme le *Bitcoin*, qui sont aujourd'hui plus des actifs financiers spéculatifs que des véritables monnaies. De plus, les préconisations avancées par le rapporteur vont dans le bon sens. Cependant, de mon point de vue, ce projet passe à côté de l'essentiel. Ces nouvelles monnaies ne représentent qu'une part infinitésimale des transactions monétaires. Elles s'intègrent dans un univers marqué par la déréglementation financière avec, dans la zone euro, une monnaie unique pilotée par une banque centrale hors de tout contrôle démocratique et politique. L'euro est une monnaie affranchie de la communauté politique qui devrait le fonder.

Or, comme le note d'ailleurs le projet d'avis, la monnaie n'est pas un simple instrument technique visant à faciliter les échanges. C'est une institution sociale, un « fait social total » pour employer une expression de l'anthropologue Marcel Mauss à propos du don. Sans monnaie, pas de société. C'est ce que montrent les périodes d'hyperinflation où l'effondrement de la monnaie s'accompagne de l'effondrement de la société elle-même, ce qui amène d'ailleurs la création de nouvelles monnaies pour répondre à ce problème.

Le projet d'avis aurait donc dû, et nous étions quelques-uns dans la section à le souhaiter, intégrer le développement des nouvelles monnaies dans une analyse plus vaste et traiter des questions de la déréglementation financière, de la politique monétaire et de l'euro. Une telle démarche, certes plus complexe, aurait permis d'être en phase avec les débats au niveau européen. Prenons l'actualité brûlante de la Grèce.

Ce pays est aujourd'hui étranglé financièrement par la Banque centrale européenne (BCE) et est confronté à un manque criant de liquidités. Pour faire face à ses dépenses courantes, le gouvernement grec est obligé de solliciter les fonds de sécurité sociale pour que lui soient transférés des centaines de millions d'euros de liquidités. Pour résoudre ce problème de liquidités, se discute, en Grèce et dans un certain nombre de milieux économiques en Europe, la création d'une monnaie complémentaire, d'un moyen de paiement additionnel ou IOU (« *I owe you* », je vous dois), une « monnaie » dont la valeur serait garantie par les recettes fiscales. Elle permettrait de relancer l'économie locale, reconstruire les services publics et réduire la dette de court terme, la « dette flottante », en ne recourant plus aux marchés financiers. Sa convertibilité au pair avec l'euro étant

garantie, un tel dispositif s'apparente en fait à un prêt à court terme que les citoyen-ne-s accordent à leur gouvernement. Il ne s'agirait donc pas dans ce cas d'une sortie de la Grèce de la zone euro.

Ce débat aurait pu entrer tout à fait dans le champ du projet d'avis à condition de vouloir prendre à bras le corps les problèmes politiques et économiques actuels. Cela n'a pas été le cas. C'est une occasion manquée ».